



Chapitre 1

Ressources naturelles, agriculture et biodiversité



Lutte contre la déforestation, agroécologie et autonomie des peuples

Tristan Lecomte, Fondateur de Pur Projet
(région de Chiang Mai, Thaïlande)



Thaïlande

Collectif Pur Projet (par Sylvain)

Reportage vidéo correspondant : <http://goo.gl/Fr7Q3r>



Pour une compensation carbone « sociale » et de proximité

« Le marché du carbone est un marché qui arrange et qui dérange, qui déchaîne les passions. »

Augustin Fragnière, Enseignant-chercheur à l'Institut de politiques territoriales et d'environnement humain de l'Université de Lausanne⁽²¹⁾

« 96 % de la déforestation est d'origine agricole, ce n'est pas le papier ou le bois qui causent la déforestation aujourd'hui, c'est l'agriculture », nous explique d'emblée Tristan Lecomte, le fondateur de Pur Projet. Une réalité qui le conduit à s'engager en faveur d'une transition écologique de l'agriculture. Sa méthode : convertir les paysans du Brésil, du Pérou, du Ghana, de Thaïlande et d'ailleurs en jardiniers du monde. Pour interviewer le parrain du projet WiFU, nous nous rendons chez lui, aux confins de la Thaïlande et de la Birmanie.

L'optimisme contagieux et la simplicité sont de mise chez celui qui a été désigné en 2010 par le magazine Time comme l'une des 100 personnalités les plus influentes dans le monde. Sur son scooter, Tristan ouvre la marche sur les routes sinueuses de la Thaïlande profonde, entre forêts de tecks et

21 Citation issue de la thèse « L'émergence d'un nouveau marché, le cas de la compensation carbone volontaire » Valiergue Alice, École de Science Politiques, 2013 (lien : <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-news/files/2015/02/memoire-master-alice-valiergue-marche-carbone.pdf>).

montagnes luxuriantes. Nous faisons escale dans une petite bourgade pour participer à une réunion avec les acteurs d'un projet local de reforestation. Dans une dépendance du temple du village, un moine bouddhiste, la coordinatrice thaïe du collectif Pur Projet et quelques paysans sont regroupés autour d'une table et nous offrent l'hospitalité. La réunion démarre. Elle se déroulera en anglais, en thaï et en français sur fond de chants de colibris.

63 % des émissions de CO₂ sont le fait de... 90 multinationales

D'après une étude publiée en 2013 dans la revue *Climatic Change*, 90 sociétés multinationales seraient, à elles seules, à l'origine de près des deux tiers des émissions mondiales cumulées de méthane et de dioxyde de carbone entre 1751 et 2010. L'étude révèle que la moitié des émissions de ces « gros émetteurs » ont été rejetées depuis 1986. 50 de ces entreprises sont des sociétés par actions telles que Chevron, Exxon, BP ou Royal Dutch Shell. 31 sont des entreprises d'État telles que Gazprom Russie ou Statoil Norvège. Les autres sont dirigées par des gouvernements – Chine, Corée du Nord ou encore Pologne – et produisent principalement du charbon*.

* Source : <http://link.springer.com/article/10.1007/s10584-013-0986-y/fulltext.html>.

◆ De l'équitable à la reforestation

Sortir d'HEC à la fin des années 1990 ne prédestinait pas Tristan à un engagement en faveur du commerce équitable. Pourtant, son diplôme en poche, et après une courte expérience chez L'Oréal, il décide de s'investir dans ce modèle émergent pour « donner du sens à son travail ». Avec quelques amis, il crée une petite boutique spécialisée dans la vente de produits alimentaires de base.

Après des débuts difficiles, son équipe se décide à démocratiser le commerce

équitable avec une marque forte destinée à la grande distribution. Chocolat, riz, café et jus de fruits équitables font leur apparition dans les rayons de chaînes françaises comme Monoprix, Cora et Coop Alsace. Treize ans plus tard, son entreprise Alter Eco est *leader* dans l'importation et la distribution de produits issus du commerce équitable avec près de 15 % de part de marché et un chiffre d'affaires de plus de 17 millions d'euros. Mieux, la jeune société contribue à faire vivre 40 coopératives de petits producteurs bio de l'hémisphère Sud, qui détiennent de 1 à 5 hectares de terres au maximum. Elle distribue leurs produits à travers 25 pays en Europe et en Amérique du Nord.

En 2008, Tristan décide d'engager Alter Eco sur la voie de la compensation carbone volontaire. Naturellement, il inscrit cette démarche au cœur de son métier en y associant les coopératives partenaires avec lesquelles il travaille. C'est ainsi qu'au cœur de l'Amazonie péruvienne, main dans la main avec la coopérative de cacao Acopagro, la PME lance un projet de reforestation, de

captation de CO₂ et de vente de crédits de carbone. Sur le site d'Alter Eco, le principe est expliqué ainsi : « Le mécanisme est simple : chaque arbre planté capte naturellement du carbone, puis les producteurs vendent des crédits de CO₂ à hauteur des quantités de carbone captées par leurs arbres. » Le projet prévoit de planter des arbres natifs (acajou, caoba, etc.) au sein même des parcelles de cacao des petits producteurs. Ces derniers se créent ainsi une nouvelle source de revenus et favorisent la biodiversité et la régénération des sols dans leur région.

L'innovation ne réside pas uniquement dans le principe de la compensation carbone volontaire, facilitée depuis la ratification des accords de Kyoto (voir encadré) en 2005. À la fin de la première décennie 2000, Tristan n'est pas le seul patron à vouloir replanter des arbres pour contrebalancer l'empreinte carbone de son entreprise. Toutefois, il se démarque grâce à la réflexion qu'il mène sur un modèle davantage intégré. À contre-courant des grands groupes principaux émetteurs de CO₂, qui – surfant sur la souplesse permise par le protocole de Kyoto – compensent bien souvent « à l'aveuglette », Tristan veut agir au plus près de ses activités. Avec son action au Pérou, il met en œuvre une forme de compensation en circuit court. Agir au cœur des filiales des entreprises : l'idée fait son chemin et séduit d'autres entrepreneurs. Certains prennent conscience que la pérennité de leur activité dépend de la sauvegarde des écosystèmes auxquels ils sont liés. Tristan appelle cette forme de compensation « *l'insetting* ».

De ses nombreuses visites aux paysans du Sud, Tristan avoue avoir tiré des enseignements importants. Il faut dire qu'il a été aux premières loges pour constater les dégâts de la déforestation et les conséquences du changement climatique sur les exploitations des petits producteurs. En 2008, il crée un collectif pour essaimer son idée : le Pur Projet. Avec quelques amis, ils décident d'encourager et d'accompagner les responsables Développement durable de grands groupes dans leurs investissements pour la sauvegarde des écosystèmes qui nourrissent leur activité. Progressivement, il se retire d'Alter Eco pour, en 2011, se consacrer à temps plein à son nouvel objet entrepreneurial.

Protocole de Kyoto et compensation volontaire

Le protocole de Kyoto est un traité international mis en place par l'ONU qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre des 184 états signataires. Le principe de compensation carbone volontaire émane de ce protocole. Concrètement, il s'agit pour une organisation de mesurer la quantité de gaz à effet de serre émis par son activité, puis, après avoir cherché à les réduire, à financer un projet de réduction de ces mêmes émissions. Le principe est qu'une quantité donnée de carbone émise dans une région peut être compensée par la réduction ou la séquestration d'une quantité équivalente de carbone dans une autre.

◆ L'agroforesterie, un bon moyen de « réparer la planète »

Nous poursuivons notre route en direction du laboratoire d'agroforesterie du collectif Pur Projet, la Pure Farm, une ferme située à une trentaine de kilomètres au nord-est de Chiangmai. C'est dans ce havre de paix, baigné entre un ciel bleu azur et le vert éclatant des rizières alentours, que Tristan Lecomte a élu domicile avec sa femme, originaire du pays, et leurs enfants. Dans les champs, quelques paysans qu'il a recrutés expérimentent avec lui la culture combinée d'arbres locaux et de légumineuses : « Là-bas, on a combiné des bananiers et du café avec des essences forestières, ici ce sont uniquement des essences forestières avec des haricots pour régénérer le sol, et en bas on a deux hectares de rizières. » Du conventionnel au bio en passant par la méthode SRI (Système de riziculture intensive, culture du riz sans eau), il essaye sans *a priori* différentes méthodes reproductibles à grande échelle dans les nombreux projets forestiers impulsés par son collectif à travers le monde. Car désormais, partout où Pur Projet passe, les arbres repoussent... mais pas seulement, les sols s'enrichissent aussi ! Tristan ne conçoit plus un projet sans agroforesterie. Inspiré par ses maîtres Pierre Rabhi⁽²²⁾ et Masanobu Fukuoka⁽²³⁾, il considère cette dernière comme sa nouvelle religion.

Les sols du Nord-Est du pays, appauvris par la monoculture rizicole, sont des terres de choix pour s'essayer à la transition agroforestière. Comme l'évoque Tristan : « Il y a un paradoxe incroyable. La Thaïlande est le premier pays exportateur mondial de riz. Et la principale région de production du riz est aussi la plus pauvre du pays. À quoi sert donc d'exporter autant ? » Il évoque également les conséquences socio-économiques en cascade qui découlent de l'agriculture dite conventionnelle : « Tout le plateau de l'Issan est totalement déforesté, avec pour conséquences l'aridification des sols, une remontée de la nappe phréatique [...] et donc une salinisation des sols et des rendements très faibles. Ce qui fait que les agriculteurs utilisent encore plus d'engrais chimiques et de pesticides et qu'ils s'endettent. Cet endettement fait que, parfois, ils perdent leurs terres, ce qui est à l'origine d'un exode rural [...] et de problèmes sociaux comme la prostitution. 90 % de la population prostituée en Thaïlande vient de la région agricole de l'Issan. »

22 Pierre Rabhi est un essayiste, agriculteur biologiste, romancier et poète français, inventeur du concept « Oasis en tous lieux ».

23 Masanobu Fukuoka (1913-2008) est un agriculteur japonais, connu pour son engagement en faveur de l'agriculture naturelle.

Lutte contre la déforestation, agroécologie et autonomie des peuples

Pour mettre un terme à ce cercle vicieux, Tristan propose une solution durable simple, planter des arbres : « Parmi ses nombreuses vertus, l'arbre est un moyen d'aider les populations à anticiper les effets du changement climatique et un engrais naturel irremplaçable [...] Aujourd'hui, on se rend compte qu'on a beaucoup investi sur le chimique, donc sur des manières artificielles de booster l'agriculture [...] Mais les produits chimiques, ce n'est rien d'autre que la traduction d'armes chimiques pour la guerre en armes chimiques pour l'agriculture. » (voir encadré). Tristan rappelle que le très toxique agent orange, déversé par les troupes américaines sur les hommes, les récoltes et les forêts du Laos et du Vietnam voisins, n'était rien de plus qu'un herbicide surdosé. Ironie de l'histoire, ce sont les mêmes fabricants qui, soixante ans plus tard, inondent les rayons jardinerie du Sud-Est asiatique avec les mêmes composés actifs censés éradiquer la « mauvaise herbe ».

La conception thaïe traditionnelle de l'agriculture est aux antipodes de ces pratiques. Comme le souligne Tristan, depuis les années 1970, le roi de Thaïlande promeut le modèle de l'autosuffisance alimentaire. Selon lui : « Il ne faut pas être un tigre ou un dragon de l'économie, il faut plutôt essayer de préserver son équilibre au niveau local. » C'est ce qu'il appelle « l'immunité sociale ». Ce parti pris s'inscrit dans une tradition theravada – la forme la plus répandue du bouddhisme en Asie du Sud-Est – dont il est le plus haut représentant du pays. Une tradition qui attire Tristan de longue date et dont il salue « le message non dogmatique ». Car cette école rejette l'idée d'un dieu tout-puissant et favorise davantage la connaissance de soi à travers la découverte de la nature. L'ordination des arbres (voir encadré) illustre parfaitement ce profond respect pour la nature.

L'agent orange en Asie du Sud-Est

Dans les années 1960, durant la seconde guerre d'Indochine, les forces aériennes américaines déversent des produits chimiques toxiques sur la moitié sud du Vietnam, du Cambodge et du Laos. L'un d'eux, un herbicide surdosé, l'agent orange – fabriqué par les sociétés Monsanto et Dow Chemicals – contient de la dioxine, un composant très toxique. Sa stabilité lui confère un effet durable sur les victimes, générant cancers et malformations à la naissance, des années après la fin des combats.

L'ordination des arbres

Les moines bouddhistes offrent une cérémonie d'ordination aux arbres qu'ils souhaitent protéger. En les entourant d'étoffes orange comme celles qui sont portées par les moines eux-mêmes, ils les font entrer « dans les ordres ». Une fois entouré, l'arbre est protégé par ce sacrement. On dit alors que couper l'arbre revient à tuer un moine.

* Pour en savoir plus : <https://www.facebook.com/video/video.php?v=10150300671243143>.

◆ Le modèle économique et les limites de l'*insetting*

Des projets de préservation et de reforestation au cœur des métiers et des filiales des entreprises pour compenser leurs émissions de CO₂ (le concept d'*insetting*), voilà une idée qui sonne bien et qui a déjà conquis des grandes marques, comme Accor, Vittel, Nature & Découvertes ou le chocolatier Halba. Ce dernier compense par exemple ses émissions de gaz à effet de serre en finançant des projets de plantation d'arbres (selon des principes d'agro-écologie) chez son fournisseur de cacao péruvien. En agissant sur sa chaîne de valeur, le chocolatier suisse s'assure de garantir les conditions optimales pour sa culture du cacao à long terme et mise donc sur l'avenir de sa filière.

Faut-il y voir une diversion de la part de grands groupes, qui voudraient s'acheter une conscience en continuant à produire comme avant ? Tristan Lecomte est lucide : « Oui, bien sûr, les entreprises s'engagent dans beaucoup de cas pour communiquer, mais qu'est-ce qu'il y a de mal là-dedans ? » Emblématique de la nouvelle génération des entrepreneurs « sociaux », son discours teinté d'humanisme, d'engagement, est aussi empreint de réalisme. Certains pourraient y voir des contradictions, voire des incompatibilités. Lui est persuadé « [qu'il] faut cesser d'être faussement naïf et plébisciter les engagements des entreprises pour qu'elles veuillent faire toujours plus d'efforts significatifs ».

REDD+

Parmi les rares résultats obtenus lors de la Conférence sur le climat de 2009 à Copenhague, le principe d'un mécanisme dit de « déforestation évitée » a été retenu et 3,5 milliards de dollars de financements publics ont été annoncés pour son démarrage. Son acronyme est REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation forestière). Ce mécanisme a pour objectif de dédommager financièrement les pays ayant accompli des efforts avérés pour limiter les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation ainsi que la dégradation forestière.

Mais qu'en est-il de la réalité du terrain ? Le marché du carbone volontaire permet-il de créer des filières forestières pérennes et de dégager des sources de revenus durables pour les paysans ? Permet-il une gestion concertée des forêts avec les populations ? Le modèle économique de Pur Projet repose en partie sur un mécanisme de compensation qui fait débat : le REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et la

dégradation forestière) (voir encadré). Concrètement, grâce à ce mécanisme, un exploitant agricole peut obtenir des crédits carbone en plantant des arbres dans son champ réduisant ainsi le taux de CO₂ dans l'atmosphère par le phénomène de la photosynthèse. Mais les dérives du REDD+ ne se sont pas fait

Lutte contre la déforestation, agroécologie et autonomie des peuples

attendre : des entreprises ont valorisé des projets fictifs, certaines bureaucraties ont fait de la compensation une rente importante, etc. Tristan Lecomte insiste sur le fait que cet outil – « globalement très mal utilisé » – peut, s’il est bien employé, permettre une bonne gestion forestière.

Le collectif Pur Projet a déjà planté plus de 3 millions d’arbres et contribue à en préserver quelque 150 millions à travers le monde. Quand on demande à Tristan s’il se fixe un objectif, il répond tout sourire : « L’objectif est de planter un maximum d’arbres. On s’était fixé en fondant Pur Projet de planter au moins autant d’arbres que Wangari Maathai⁽²⁴⁾ (le prix Nobel kenyan), qui en a planté 45 millions, donc il y a encore du boulot... »

Depuis notre reportage, les « Pures » intentions du collectif ont fait débat. Nous avons réellement pu constater qu’une grande forme de concertation des communautés agricoles était à l’œuvre sur le terrain. Nous avons également pu observer les bénéfices visibles de l’agroforesterie pour l’environnement de ces communautés. Pour autant, nous préférons rester prudents quant à cette solution. En effet, le marché du carbone et du REDD+ « souffrent » d’une forte complexité – rajoutant à l’opacité – qui leur est inhérente. Il faut également prendre en compte les mégaprojets entrepris par les entreprises « compensées ». Nous estimons donc que chaque projet « compensé » doit être analysé de façon indépendante.



Paysans dans les rizières du Nord de la Thaïlande

24 Wangar Muta Maathai (1940-2011) est une biologiste kényane et une professeure d’anatomie en médecine vétérinaire. Elle est connue pour son militantisme politique et écologiste. Elle est la première femme africaine à recevoir le Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du Développement durable, de la démocratie et de la paix ».

